



**DÉBAT
D'ORIENTATION
BUDGÉTAIRE**
2017

Conférence de presse
8 décembre 2016



Le plan

- I. Le contexte économique et financier
- II. Les recettes de fonctionnement
- III. Les dépenses de fonctionnement
- IV. L'autofinancement
- V. La dette
- VI. L'investissement



I. Le contexte économique et financier

Un contexte économique...

- ... national sans perspective d'embellie :
 - Croissance mondiale : Prévion de 3,1% fin 2016 et 3,4% en 2017.
 - Croissance de la zone Euro : Prévion de +1,7% en 2016 et +1,5% en 2017.
 - Croissance nationale : Prévion de +1,4% en 2016 et +1,5% en 2017 selon le gouvernement.
- ... mais encourageant localement :
 - Taux de chômage au 1^{er} trimestre 2016 de la zone d'emploi de Lyon : 9,1%, inférieur aux 9,9% de la moyenne nationale.
 - Nombre de projets d'implantation d'entreprises à fin octobre 2016 atteignant celui de l'année pleine 2015.

Le projet loi de finances 2017

Impacts en recettes :

- Confirmation de la réduction de moitié de la contribution au redressement des finances publiques pour le bloc communal mais participation inchangée pour les départements.
 - ➔ Impact de 38 M€ pour la Métropole
- A ce stade, baisse globale de 22% des variables d'ajustement de l'enveloppe normée des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales (Financement de la péréquation).
 - ➔ Impact de 4,7 M€ pour la Métropole

Le projet loi de finances 2017

Impacts en dépenses :

- En dépenses, enveloppe nationale du FPIC pour 2017 identique à 2016 (1 Md€) mais augmentation vraisemblable de la contribution métropolitaine liée à la réduction de 40% du nombre d'EPCI.
→ Impact de 10 M€ pour la Métropole.

Perte de près de 53 M€ au BP 2017 liées à ces diminutions de dotations et à l'augmentation de la péréquation.



La stratégie financière métropolitaine

- Préserver la bonne santé financière de la collectivité afin de permettre la poursuite de la mise en œuvre du plan de mandat adopté en 2015.
 - sans recours au levier fiscal jusqu'à la fin du mandat,
 - grâce au déroulement du chantier marges de manœuvre



Le chantier marges de manœuvre

- Le résultat attendu : Une réduction supplémentaire de la dépense nette de fonctionnement de 175 M€ sur la durée du mandat.
- Les moyens à mettre en œuvre :
 - Amélioration des processus fonctionnels, supports des activités (achats, comptabilité, ressources humaines...),
 - Optimisation des modes de gestion,
 - Ajustement des relations avec les partenaires : satellites, associations, collectivités,
 - Réflexion sur la production des politiques publiques, leur délivrance, leur articulation avec les partenaires.



II. Les recettes de fonctionnement

Les hypothèses d'évolution des recettes fiscales

Budget principal

- Pas de hausse des taux de la fiscalité.
 - Évolution forfaitaire des bases fiscales fixée pour 2017 à 1%.
 - Croissance physique des bases estimée à 1,2% sur la taxe d'habitation et 1,5% sur les autres taxes.
 - CVAE :
 - Transfert d'une partie du produit de CVAE à la région compensée par une attribution de compensation (AC).
 - Hausse prévisionnelle du produit (CVAE+AC) de 6,4% par rapport au BP 2016 (404,5 M€ au BP 2017).
- Soit une hausse globale des recettes fiscales de 49 M€ (1 795,2 M€ en 2017).

Les hypothèses d'évolution des dotations

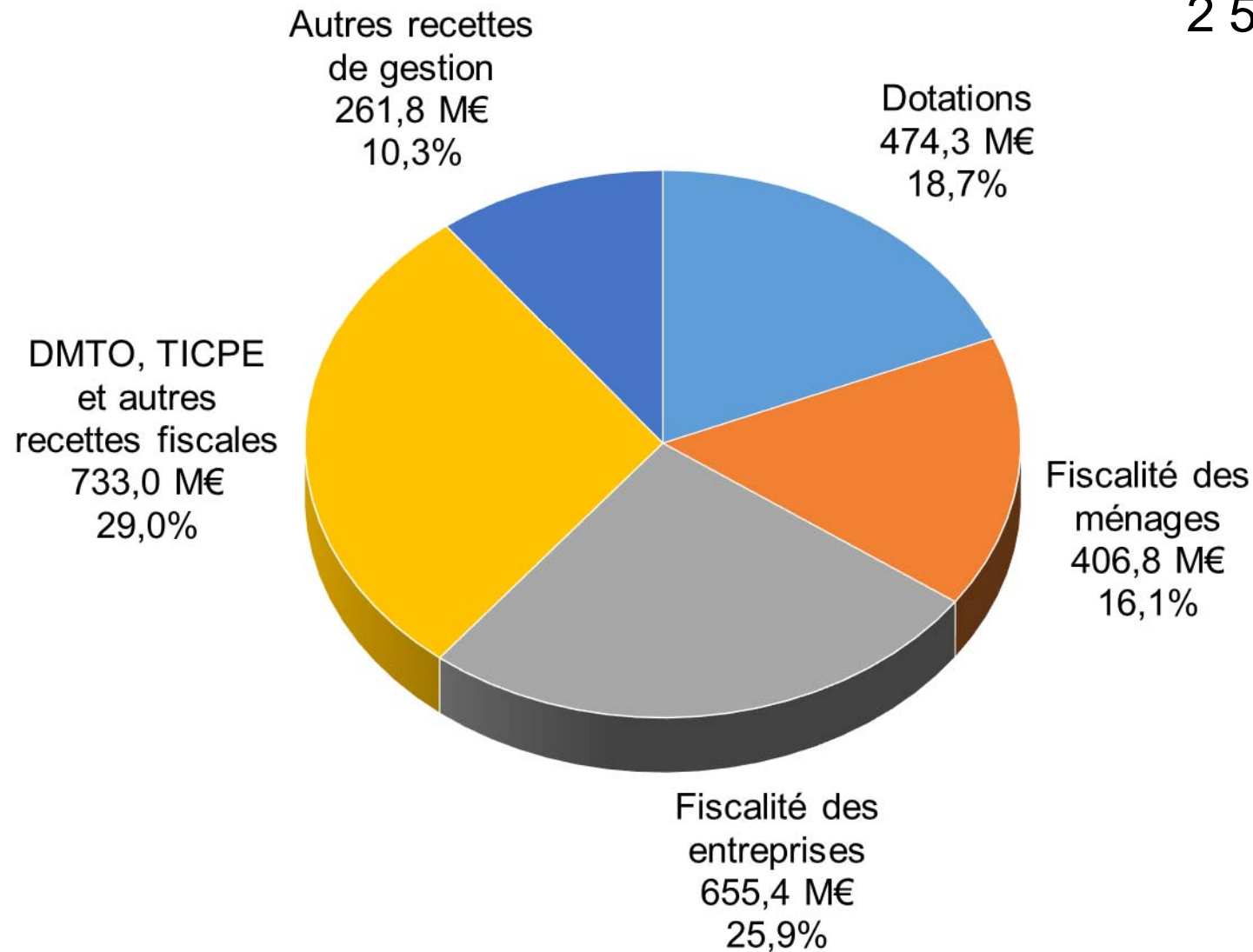
Budget principal

- Dotation globale de fonctionnement (DGF) : 398,3 M€ (441,3 M€ au BP 2016)
 - Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) : 63,9 M€ (65,1 M€ au BP 2016)
 - Autres dotations de compensation : 11,3 M€ (14,8 M€ au BP 2016).
- ➔ Soit une baisse globale des dotations de 47,7 M€ par rapport au BP 2016.

La répartition des recettes de fonctionnement

Budget principal

2 531,2 M€





III. Les dépenses de fonctionnement

Les hypothèses d'évolution des charges de personnel

Tous budgets

Évolution à 0% de BP à BP hors mesures nationales et besoins nouveaux entièrement gagés par des recettes externes affectées :

- Impact des mesures réglementaires nationales : +5,5 M€
(PPCR, point d'indice, cotisations...)
- Impact des besoins nouveaux faisant l'objet d'un financement par des partenaires extérieurs : +1,1 M€
(principalement reprise en gestion du Fonds Social Européen)

→ Soit une variation de BP à BP de +1,5% (+6,6 M€)



Les hypothèses d'évolution des dépenses sociales

Budget principal

- Revenu de solidarité active (RSA) : 238,2 M€ (227,7 M€ estimés fin 2016).
- Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) : 114,1 M€ (109,3 M€ estimés fin 2016).
- Allocations de compensation du handicap : 59,6 M€ (59,5 M€ estimés fin 2016).
- Frais d'hébergement en matière de personnes âgées/handicapées et enfance : 292,3 M€ (285,3 M€ en 2016).

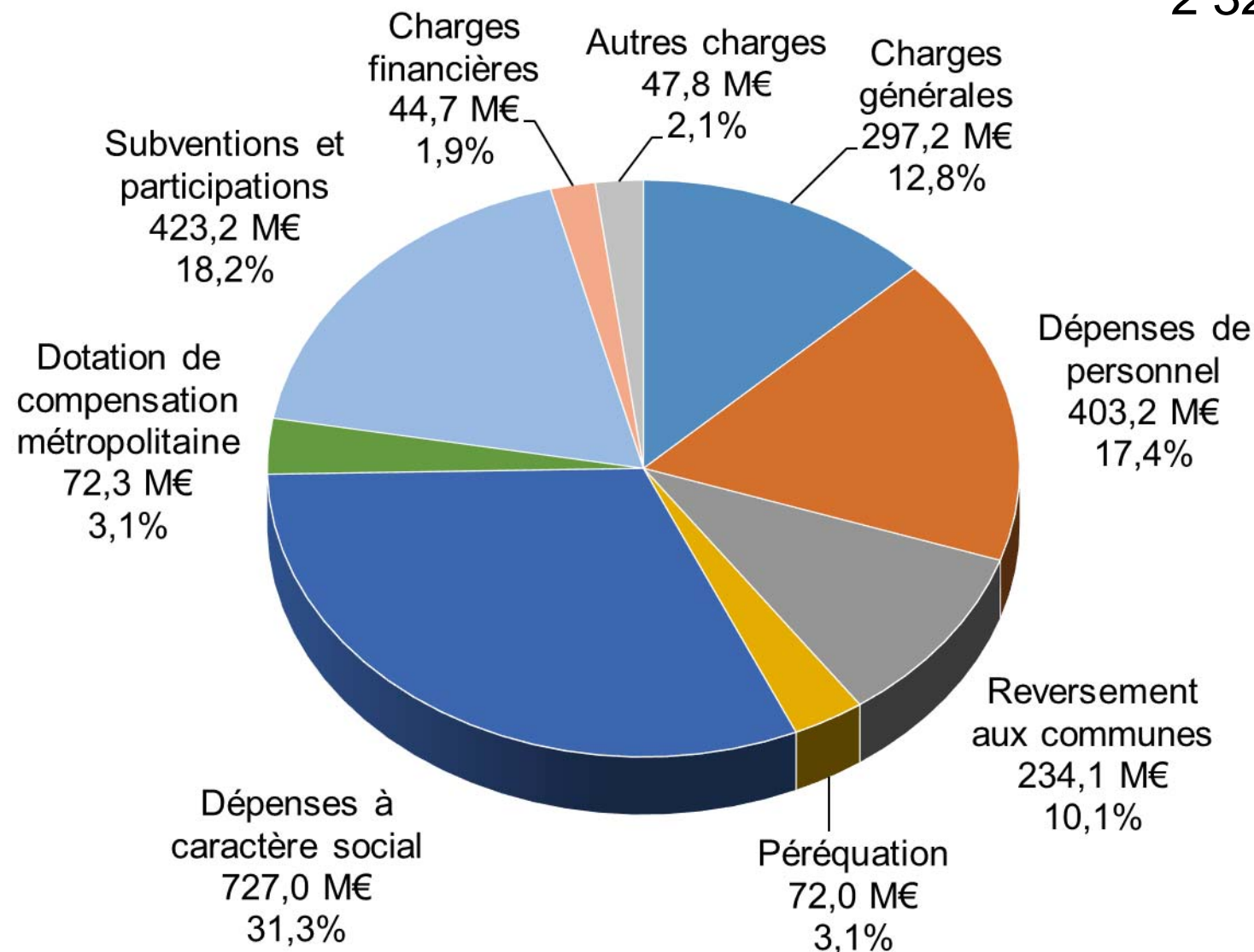
Les hypothèses d'évolution des charges générales et des subventions et participations

Budget principal

- Charges générales : 297,2 M€, soit une baisse de de 0,8% par rapport au BP 2016 dont :
 - La collecte des ordures ménagères : 21,1 M€
 - le fonctionnement de l'usine d'incinération Lyon Nord : 14 M€
 - Les cantonniers en fourgon : 8,6 M€
 - Le tri des déchets : 8,3 M€
 - Le loyer du Boulevard Périphérique Lyon Nord : 12,7 M€
 - Le transport des élèves et étudiants handicapés : 5 M€
- Subventions et participations : 423,2 M€ dont 139,8 M€ pour le SYTRAL, soit une baisse de 0,2% par rapport au BP 2016

La répartition des dépenses de fonctionnement

2 321,5 M€





IV. L'autofinancement


Autofinancement brut

Budget principal

en M€	BP 2016	BP 2017	Evolution
Recettes de fonctionnement	2 510,4	2 531,2	0,8%
Dépenses de fonctionnement	2 315,2	2 321,5	0,3%
Autofinancement	195,2	209,7	7,4%



V. La dette



Les caractéristiques de la dette

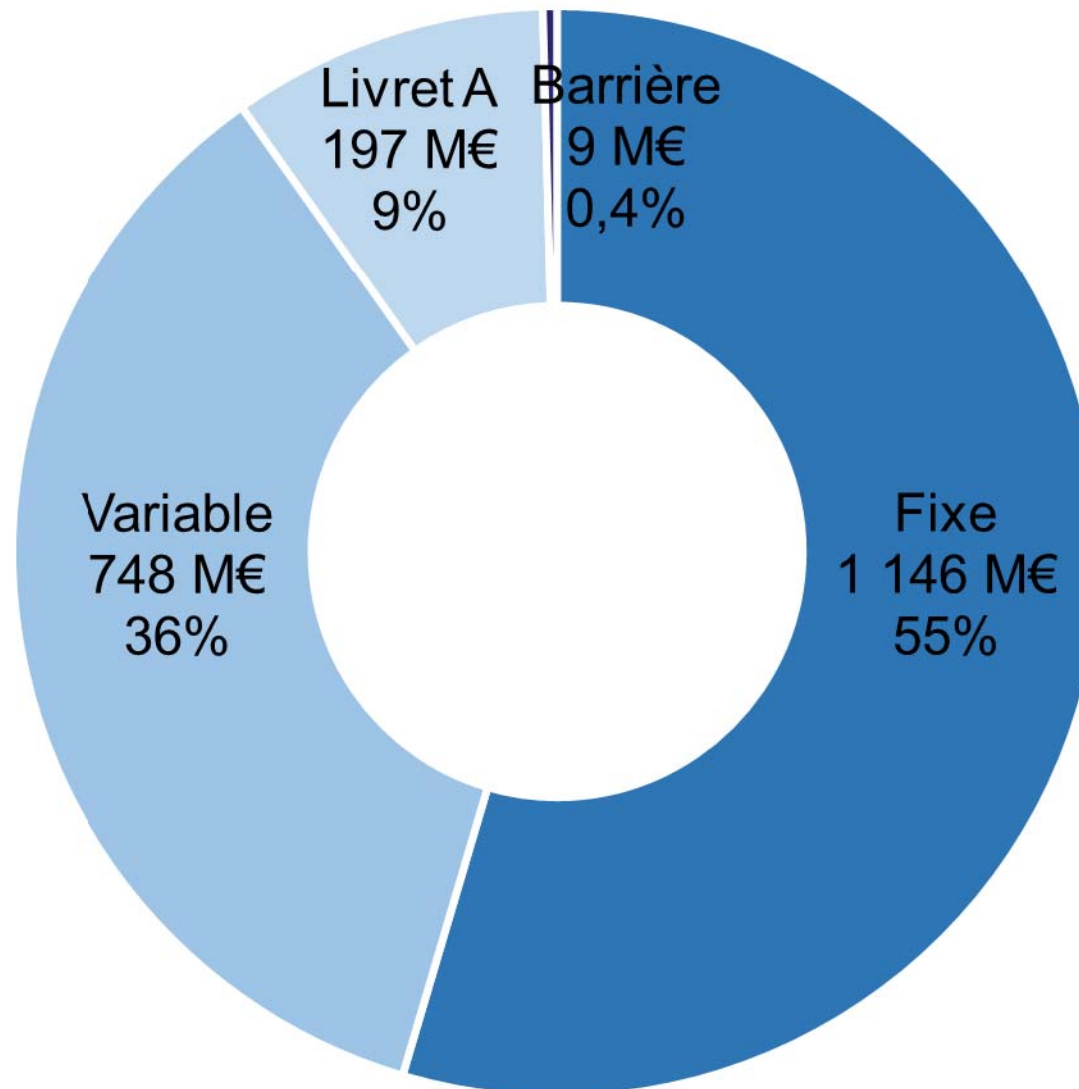
Tous budgets

- Encours de la dette au 01/01/17 :
2 100 M€ tous budgets dont 1 834 M€ au budget principal
- Classement de l'encours selon la charte Gissler :
100% en A1 et B1
- Taux moyen au 01/01/17 :
1,98% tous budgets, 1,94 % au budget principal
- Durée de vie résiduelle : 12 ans et 9 mois
- Annuité 2017 des emprunts* : 192,6 M€

**Inscription budgétaire en dépense hors refinancement (166).*

Endettement à long terme

Répartition de l'encours par type de taux





Gestion active de la dette

Objectif de réduction des frais financiers grâce :

- Au remboursement des emprunts aux marges élevées et au refinancement aux conditions actuelles.
- A l'optimisation des taux avec des instruments de couverture des risques de taux.



VI. L'investissement


L'avancement de la PPI 2015 - 2020

Tous budgets

1175 lignes identifiées dans la PPI pour un total de 3,52 Mds avec :

- 305 Projets d'agglomération dont 298 en cours/lancés.
- 200 opérations récurrentes des politiques publiques toutes en cours.
- 670 projets territorialisés dont 456 en cours avec :
 - 87 projets en fin de travaux
 - 111 projets en cours de travaux
 - 258 projets engagés

→ soit 954 projets en cours sur 1175 (81%)



La PPI en 2017

Tous budgets

- 580,7 M€ d'autorisations de programmes (AP) prévus à lancer en 2017 pour les nouveaux projets et les opérations récurrentes de l'année (502,5 M€ en 2016).
- 521,7 M€ de crédits de paiements (CP) inscrits au BP 2017 pour la réalisation des investissements à lancer ou en cours de réalisation sur l'année (498,8 M€ en 2016).



Conclusion

- Un contexte économique encore difficile
- La poursuite de la baisse des dotations de l'Etat
- La maintien du plan de mandat ambitieux en investissement
- Une rigueur budgétaire indispensable pour sa mise en œuvre